

POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME

Indéniablement, la France a perdu et perd chaque jour davantage des parts de son influence dans le monde, principalement dans ses zones géopolitiques prioritaires que sont l'Afrique francophone et l'Europe. L'effarante inconsistance de notre diplomatie actuelle, le peu d'intérêt de l'opinion publique pour la politique étrangère, le décalage entre nos discours (sur le tiers monde, sur l'environnement) et nos engagements (réduction de nos budgets), des propos irresponsables à l'égard des peuples de l'Est, qui tenaient du racisme (le plombier polonais) ou d'un sentiment de supériorité détestable (« ils ont raté une bonne occasion de se taire »), rien de tout cela n'est fait pour redorer le blason de notre pays, ni donner l'envie de lui manifester autre chose qu'un intérêt poli.

Malgré une coopération importante, la France a perdu de son influence sur le continent africain où elle doit faire face à de nouveaux concurrents (Chine principalement) dont les méthodes et les orientations sont à l'opposé des nôtres.

Notre difficulté à établir des rapports nouveaux avec nos anciennes colonies et à tourner la page de l'Histoire (en Algérie notamment) perpétue des doutes et une méfiance récurrente qui empêche de construire de véritables partenariats, dégagés d'arrière-pensées, auxquels nous invitent pourtant le partage de valeurs complémentaires, le renouvellement des générations, la nécessité de faire de la Méditerranée un lac de paix.

L'Afrique, qui est notre tiers monde, n'est plus une chasse gardée française (ce qui constitue un progrès), mais ce changement relève moins d'une démarche volontariste (affichée pour la première fois par François Mitterrand au Sommet de La Baule) que de notre incapacité à faire sortir ces pays du sous-développement et à les accompagner vers des transitions démocratiques.

Au demeurant, il faut souligner le fait que nous n'avons jamais été en mesure de respecter l'engagement (maintes fois réaffirmé depuis 1981, y compris dans nos propres déclarations) de porter notre APD à 0,7% du PIB. Il faudra trancher cette question : ou bien cet objectif n'est pas accessible et il faudra le reconnaître et dire ce que nous nous proposons de faire, ou il est accessible et il faudra se donner les moyens de le tenir. Peut-être aussi faudrait-il au préalable s'interroger sur la pertinence de cet objectif : la meilleure façon d'aider les pays du Sud n'est pas forcément d'y déverser le maximum d'argent, surtout quand on peut redouter qu'il ne serve à renforcer les oligarchies en place, peu soucieuses de démocratie...

Du côté de la nouvelle Europe, si l'on regarde l'histoire des relations que la France a entretenues avec ces pays, on relève de très grandes différences : anciennes et denses (Pologne, Roumanie), distantes (Hongrie), faibles (pays baltes, Malte, Chypre). La langue française bénéficie d'une image positive historiquement associée à une présence culturelle importante assurée jusqu'à la deuxième guerre mondiale par les Alliances et les Instituts culturels, qui sont devenus à l'époque communiste des espaces de liberté qui attiraient naturellement l'intelligentsia locale. De l'entre-deux guerres à l'après-guerre, on ne cesse d'évoquer les grands artistes et écrivains qui ont pu faire croire que la France conservait en Europe la place prestigieuse qui fut la sienne aux XVIIIème et XIXème siècles.

La chute du mur de Berlin a posé de nouvelles exigences :

- accompagner ces nouveaux partenaires européens dans leur progression vers la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché,

- engager le combat pour la diversité culturelle (le français apparaît comme un contre-poids utile à d'autres hégémonies culturelles et politiques).

Notre soutien constant au double élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne a été bien apprécié par ces pays qui ont vu dans la France un partenaire de choix et de poids pour promouvoir leurs candidatures et diversifier leurs relations politiques, surtout ceux qui en Europe centrale redoutent toujours un face-à-face déséquilibré avec l'Allemagne, beaucoup plus présente sur ce marché que la France. Mais, ce serait une erreur de considérer que ce capital de sympathie est

inépuisable : la cote d'amour de la France s'est effritée, même dans un îlot de latinité comme la Roumanie. Les candidats à l'émigration se sentent mal aimés et préfèrent désormais l'Espagne et l'Italie. Une fois encore, notre politique étrangère interpelle notre politique intérieure, tant pour l'accueil des travailleurs que pour l'attractivité de nos universités.

□ La rupture avec le modèle soviétique a entraîné un développement considérable de la langue anglaise et du modèle économique et culturel américain — l'adhésion d'une dizaine de PECO à la Francophonie traduisant tout au plus une volonté de maintenir un certain équilibre et, pour certains, de renouer avec une tradition. Il ne faudrait cependant pas trop attendre de dividendes de cette situation : l'Allemagne, qui a pourtant plaidé sans relâche pour l'adhésion des PECO à l'UE, a enregistré de vives tensions avec la Pologne et les pays baltes sur la question de l'énergie. De même, le Royaume-Uni n'a pas été davantage en mesure de fidéliser des pays réputés atlantistes et néo-libéraux. Les conflits d'intérêts nationaux et le difficile apprentissage du système communautaire par les nouveaux membres ne prédisposent pas à des alliances privilégiées avec les grands pays fondateurs. Ajoutons enfin que le non français au Traité constitutionnel européen a souvent dérouté nos interlocuteurs...

□ Aux difficultés objectives pour trouver un repositionnement équilibré dans un continent en pleine évolution, aux contours incertains et aux objectifs inégalement partagés, s'ajoute en France une névrose d'angoisse quant à la façon dont elle envisage l'avenir et les grands défis qui lui sont posés. Le nationalisme, qu'il s'exprime par la voix d'un de Villiers ou d'un Chevènement, voudrait nous faire croire que tous nos maux viennent des autres (l'euro, la mondialisation, etc.) et qu'il nous suffirait de camper sur notre puissance pour nous imposer au reste du monde.

Cette vision simpliste des choses n'est évidemment pas la nôtre : la France a des acquis historiques, économiques, culturels à faire valoir non en continuant à essayer de briller seule, petite lueur insignifiante, mais en partageant ses atouts avec le reste de l'Europe... Le retour de la France sur la scène internationale passe par une plus grande implication dans la construction de l'Europe politique et la définition d'une politique étrangère, ouverte sur le monde, garante de paix, instrument de régulation, et facteur de solidarité avec les peuples en développement. Cette politique signifie aussi l'amorce franche d'une coopération euro-méditerranéenne. C'est un impératif pour la paix, une exigence sociale et morale.

Les nouvelles formes du capitalisme financier, la mondialisation des échanges, les inégalités criantes de développement entre pays du Nord et pays du Sud rendent nécessaire un ancrage international plus fort. Nous avons donc le devoir de rappeler que l'internationalisme est un fondement de notre éthique socialiste et de montrer qu'il correspond à une vision juste et équitable d'un monde solidaire, loin de l'idéologie libérale du « chacun pour soi et le marché pour tous » !

L'Europe, telle qu'elle se construit, en dépit de toutes les critiques qu'on peut formuler, apporte des exemples de compromis social-démocrate dont nous pouvons nous inspirer pour rénover notre modèle national. Le Parlement européen en fournit également des exemples intéressants en dépassant les clivages nationaux ou partisans. Il nous faudra aussi investir davantage le PSE pour participer pleinement à l'aventure social-démocrate européenne, au lieu de nous accrocher à notre prétendue pureté idéologique et d'en être les spectateurs sceptiques et condescendants.

En résumé, une politique extérieure sociale-démocrate devrait prendre en compte les objectifs suivants :

- Faire comprendre à nos concitoyens les enjeux internationaux et les doter plus particulièrement d'une identité culturelle européenne. Cela passe par des efforts importants de formation par l'école, par les élus, par le monde associatif et syndical, etc. Des jumelages entre sections, et fédérations de différents partis sociaux-démocrates pourraient utilement combler ces lacunes au niveau des militants et favoriser le développement d'un militantisme européen au niveau du PSE.

- Développer des partenariats avec les pays du Sud dans une optique de co-développement englobant les problèmes communs : maintien de la paix, droits de l'homme, constitution d'une société civile, échanges commerciaux plus équilibrés...

- Réévaluer nos politiques de coopération avec les différents pays et les diversifier selon des objectifs géostratégiques partagés, en s'appuyant plus nettement sur les coopérations multilatérales de manière à avoir une meilleure concentration des moyens sur les projets et un plus grand impact.

- Jouer un rôle moteur dans la relance de la construction européenne et impulser une politique de coopération euroméditerranéenne.

- Refuser la frilosité des replis identitaires. Etre internationaliste, c'est porter une vision généreuse, ouverte, humaniste de la France ; c'est assumer notre responsabilité vis-à-vis de femmes et d'hommes qui n'habitent pas sur notre sol. Cela suppose qu'on donne l'image de la tolérance, du progrès, de l'inventivité et qu'on ait une politique de l'accueil et de l'échange conformes à nos valeurs fondamentales.

Contribution de Claude Olivieri - Fédération du Var.